Denis Berger

Le Parti Communiste Français, entre le réformisme et le désarroi

Comme la vigne vierge fendant ses bras autour de l'obstacle qu'elle veut éviter, ma volonté vacillante, cher Adamas, se dédouble à l'infini, entre les rugissements de la violence et le miel des appels énamourés, sans jamais aboutir à la paix de la réalité acceptée.

Hölderlin

- **Décembre 1972 : XXe Congrès**
- **Octobre 1974 : XXIe Congrès (extraordinaire)**
- **Février 1976 : XXIIe Congrès**

Trois congrès en trois ans ! Jamais, depuis plus de quarante ans, le Parti communiste français n'a réuni si fréquemment son instance suprême. Y aurait-il quelque chose de changé dans le P.C.F. depuis que Georges Marchais en est devenu le secrétaire général ?

« La date correspond à la périodicité prévue par les statuts (trois ans). Nous avions dit l'an passé que la tenue du Congrès extraordinaire ne mettait pas en cause la convocation du Congrès suivant à date normale. Et puis, je ne pense pas que personne ne se plaindra que nous tenions trop de congrès » (1). En d'autres termes, le Parti qui se bat pour les libertés publiques prouve sa cohérence politique en respectant scrupuleusement la démocratie interne de son organisation.

Faut-il le dire ? Cette explication, d'une robuste simplicité, n'est pas tout à fait satisfaisante. Préparer un congrès, dans un mouvement qui

(1) Georges Marchais, conférence de presse du 19 septembre 1975 *(Humanité :* 20-9-75).

compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents, représente un effort matériel et politique énorme. A une époque où les tâches quotidiennes sont surabondantes, personne n'envisage délibérément une telle charge sans nécessité politique urgente. D'autant que le PCF a toujours insisté sur une caractéristique qui lui est propre : il n'est pas, selon une formule de Maurice Thorez, un « club de discussion » ; en son sein, les débats ne sauraient revêtir la forme d'une confrontation de tendances et ils doivent servir des objectifs pratiques immédiats.

Contrairement à ce qu'affirment gravement tant de commentateurs, les congrès du P.C.F. ne constituent pas une simple formalité. A coup sûr, la démocratie y est gravement violée, dans la mesure même où aucun militant n'a la possibilité de proposer au vote de toutes les cellules une orientation contradictoire à celle de la direction. Mais, depuis quelques années, une évolution s'est produite par rapport aux années de l'absolu monolithisme. Aujourd'hui, des discussions, limitées mais réelles, ont lieu avant chaque congrès ; il suffit de lire les tribunes publiées par la presse du parti pour s'en convaincre. Ces débats restreints ont une fonction précise : ils permettent de cerner les difficultés que rencontre l'application de la politique du parti et les incompréhensions qui en découlent parmi les militants ; grâce à eux, le Bureau Politique sera en mesure de formuler ses thèses avec un maximum de précision, de façon à *fournir aux adhérents les éléments d'un discours unifié* en réponse aux problèmes de l'heure. Dans ces conditions, le congrès du P.C.F. est un moyen d'unifier l'ensemble du parti autour de l'orientation élaborée au sommet.

Mais il est évident aussi que ce besoin d'unification est d'autant plus grand que l'efficacité de la ligne peut apparaître plus incertaine ou ses contradictions plus manifestes. Et on en revient ainsi à l'interrogation première : pourquoi une telle multiplication des congrès ? A quelles exigences répondent-ils ?

Un cours sectaire

On objectera peut-être que ces réflexions sont bien byzantines. Rappelons donc dans quel cadre politique elles se situent. La polémique entre communistes et socialistes a pris, en effet, une telle intensité qu'on oublie qu'elle ne date que d'un an et qu'elle est survenue de façon brusque. Au lendemain de l'élection présidentielle présidentielle, le Comité Central décide de convoquer un congrès extraordinaire. Le succès remporté par la gauche et les perspectives d'action qu'il ouvre semblent justifier cette décision (2). Mais, en cours de route, le projet de thèse voté par le Comité

(2) Notons au passage que, selon les statuts votés lors du vingtième congrès (1972), le Comité central pouvait se borner à convoquer une Conférence nationale qui « a pouvoir de prendre des décisions sur la base de la ligne politique générale décidée par le Congrès » (article 42). En 1958, au lendemain de l'avènement du général — événement non dépourvu d'importance lui aussi — le P.C.F. avait adopté cette procédure. En 1974, il a recours à un *congrès* extraordinaire, ce qui ajoute à la solennité de la convocation et, surtout, signifie qu'il ne s'agit pas seulement de développer l'orientation précédente mais de la compléter, voire de la modifier sensiblement.

Central est sensiblement remanié, comme le montre la comparaison avec le texte adopté en dernier lieu par le congrès (3). Une politique, nouvelle à bien des égards, est mise en œuvre. Soulèverait-elle encore des problèmes ? Des indices divers semblent l'indiquer. Ainsi, contrairement aux habitudes, le 22e Congrès n'aura à son ordre du jour, en dehors de l'élection des organismes dirigeants, qu'un seul point, à l'intitulé des plus vagues : « Ce que veulent les communistes pour la France » (4). Et lorsque le Comité

de la politique que va suivre le Parti. Ainsi, lors du vingtième congrès : « Le Parti communiste à l'avant-garde de l'union populaire pour un gouvernement démocratique, pour une politique de progrès social, de liberté, de paix et d'essor national ouvrant la voie au socialisme ».

Central se réunit, les 5 et 6 novembre, pour adopter la résolution préparatoire, *l'Humanité* ne donne aucun détail sur le déroulement de la séance et annonce un délai d'une semaine avant la publication du texte. *Tout se passe comme si de sérieuses divergences d'appréciation faisaient obstacle à la définition d'une orientation qui fasse l'unanimité de toute la direction.*

De l'époque stalinienne, où il s'est formé en se bureaucratisant, le P.C.F. a consacré l'habitude d'une extraordinaire rigidité dans le rituel de ses manifestations publiques. Rien n'est laissé au hasard et il n'est pas d'accord politique qui ne s'accompagne de formulations-type qui devront être répétées en chaque circonstance importante (5). Tous les détails ont leur importance, aussi bien l'ordre dans lequel sont cités les dirigeants que la place consacrée au compte rendu de leurs discours dans la presse. C'est ce qui permet d'affirmer que les faits cités plus haut indiquent qu'il se passe quelque chose à l'intérieur du Parti communiste. Bien entendu, il faut se garder de faire de la «kremlinologie» au petit pied, en se complaisant à des supputations sur les luttes de clans qui, en tout état de cause, ne sont que des phénomènes de surface. C'est à la pratique qu'il faut se référer pour parvenir à une interprétation correcte.

A ce niveau, les faits abondent. Il y a un an, à la veille des élections législatives partielles, la gauche, encore très unie, carburait aux vapeurs hallucinogènes des 49,5 % obtenus aux présidentielles. Survinrent les partielles et le recul relatif du P.C.F. Dès lors, celui-ci passa à l'attaque contre le Parti socialiste. Le simple énoncé des principaux thèmes de ses critiques montre qu'il s'agit de sa part *d'une remise en cause de la totalité de l'orientation suivie par Mitterrand et ses amis.* Acceptation de la fatalité de la crise économique ; oubli fréquent de la référence au Programme commun ; attitude « dominatrice » qui, sous le prétexte de rééquilibrer la gauche, vise à réduire l'influence des communistes (non sans résultats, comme à Chatellerault) ; complaisance équivoque à l'égard du pouvoir, laissant

---

(3) Cf. plus bas p. 44 et suiv.

(4) En règle générale, le titre du rapport principal indique l'ensemble des axes

(5) Quiconque doutera qu'il en soit encore ainsi dans les années 70 pourra se reporter aux livres des principaux dirigeants du Parti. Ainsi, dans *l'Avenir du Parti communiste français,* publié par Waldeck-Rochet en 1969, dans *Qu'est-ce que le Parti communiste français,* que G. Marchais a fait paraître en 1970, on retrouve des paragraphes entiers presque identiques. *Le Défi démocratique,* paru en 1973, innove en matière de style mais suit la même progression dans la démonstration.

entrevoir la possibilité d'un compromis avec Giscard ; refus d'organiser des listes uniques de la gauche dans les grandes villes à l'occasion des prochaines élections municipales ; résistance à l'organisation d'actions communes ; suspicion « intolérable » quant à l'authenticité de l'attachement du P.C.F. aux libertés... La liste pourrait être allongée ; telle quelle, elle suffit déjà à rappeler l'évolution des rapports entre socialistes et communistes au Portugal (autre sujet de discorde). Et l'observateur ingénu est en droit de *se demander si de telles divergences sont compatibles avec l'unité d'action* et si, en définitive, le mot d'ordre du P.C.F. « Elever la qualité de l'union » n'est pas, en fait, une préparation à la rupture.

Et il est d'autres symptomes du même ordre. Le Parti communiste n'en est pas demeuré au stade de la discussion générale ; il a entrepris d'organiser ses propres campagnes, dans l'intention manifeste de renforcer sa propre organisation. Tout d'abord, la campagne pour les libertés, visiblement destinée à dissiper les puanteurs du passé stalinien. Commencée avec la publication de la plaquette *Vivre libres,* elle a connu un point culminant avec le rassemblement de la Porte de Versailles, le 23 octobre dernier. Plus significative encore est l'effort entrepris en direction des entreprises. A l'évidence, le P.C.F. veut nouer des liens directs avec la masse des travailleurs, sans passer par des relais électoraux ou syndicaux. Georges Marchais a donné le ton en se présentant à la gare d'Austerlitz où la police lui a interdit de s'adresser aux cheminots ; son exemple a été largement suivi par les élus et les responsables du Parti. Mais, surtout, l'accent est mis sur la constitution de cellules d'entreprises. Il ne se passe pas de jour sans que *l'Humanité* ne mentionne, par des communiqués de victoire qui ne sont pas sans rappeler les ordres du jour de la bataille de la production dans l'U.R.S.S. de l'époque stakhanoviste, la constitution de un, deux, trois, plusieurs groupes communistes dans les établissement les plus variés. Et, pour empêcher sans doute que ces succès ne restent sans lendemain, on dépêche des cadres expérimentés dans les entreprises : ainsi Aimé Halbeher a-t-il abandonné, sans autre forme de procès, le secrétariat de la Fédération C.G.T. de la métallurgie pour prendre la direction de la section communiste de Renault-Billancourt.

Il faudrait mentionner encore l'aide systématique accordée aux Jeunesses communistes pour les transformer en organisation dynamique, capable à l'occasion d'initiatives combatives que l'on abandonnait autrefois aux « casseurs » gauchistes (par exemple, l'occupation de locaux administratifs, de l'Agence pour l'emploi). Il faut souligner aussi l'occupation systématique de fronts autrefois passablement désertés : lutte des femmes, défense des travailleurs immigrés (à laquelle Vieuguet, un des secrétaires du Parti, a consacré un livre).

Peut-on, au vu de ces innovations, parler de tournant politique du P.C.F. ? Non, car l'objectif stratégique — la gauche unie au pouvoir — demeure le même qu'auparavant. S'agit-il alors d'un infléchissement de la ligne vers la gauche ? Il faut s'entendre sur les termes : le Parti communiste ne cherche nullement à adopter de nouvelles méthodes de lutte ; il ne cherche pas à mobiliser les travailleurs dans la perspective d'un renverse-

ment du gouvernement par l'action des masses. Il n'envisage que des pressions sur le pouvoir et Georges Marchais a rappelé avec force que, pour son parti, l'échéance du changement se confondait avec l'échéance électorale de 1978. Ce qui n'est pas un point de vue très gauche.

En fait, l'objectif de ces changements, dont on ne peut nier la réalité, est *de modifier l'image du parti, afin de renforcer ses capacités organisationnelles propres*. Le P.C.F. doit apparaître plus que jamais comme « le grand parti révolutionnaire de notre temps » (6). Il s'agit, sans aucun doute, de répondre au désir d'un grand nombre de militants combatifs, tout en insistant sur la spécificité, l'unicité, le caractère irremplaçable du parti. Les grandes luttes de mai 1968 ont des conséquences durables ; de plus en plus nombreux sont les jeunes, les travailleurs pour lesquels le socialisme est devenu une perspective réalisable à relativement court terme ; ceux-là sont en même temps attachés à la démocratie dans les luttes, qu'ils ont apprise et forgée sur le tas. Le maniement du terme autogestion par le Parti Socialiste, l'ouverture et la liberté apparente dans les rangs de cette organisation lui confèrent un caractère attractif. Les communistes le savent d'expérience et ils ne peuvent disputer à Mitterrand et consorts l'hégémonie sur toute une partie du mouvement de masse (qui, quelles que soient ses limites, influe sur l'ensemble de la classe ouvrière, mouvance du P.C.F. comprise) sans faire preuve d'un dynamisme tout particulier. Il s'agit pour eux de noircir l'apparence du Parti Socialiste (réformiste, petit bourgeois, prêt à la collaboration de classe) en démontrant parallèlement qu'eux-mêmes incarnent toutes les qualités inverses (révolutionnaires, prolétariens dans leur idéologie et leur composition sociale, fermes sur les principes). On n'invite pas les travailleurs à passer à l'action pour découvrir pratiquement qui défend leurs intérêts ; on les incite plutôt à stationner en face d'une estrade où siègent deux mannequins de cire, en leur demandant de glisser dans une urne un bulletin par lequel ils indiqueront lequel des protagonistes se rapproche le plus du héros socialiste positif.

Le Parti communiste français, s'il a le sens de la propagande, ne manque pas non plus de conscience du concret. Il sait que les campagnes les mieux menées ne portent fruit que si elles permettent une consolidation de l'organisation. C'est bien pourquoi, depuis plusieurs mois, il cherche avant tout à se renforcer, au prix même de ses bons rapports avec ses alliés. De là la

---

(6) Cette formule est couramment employée dans les ouvrages qui présentent les objectifs généraux du P.C.F., tel *Le défi démocratique,* de Georges Marchais (p. 192). Il serait utile d'étudier systématiquement l'emploi du vocable « révolutionnaire » par le Parti. Ce dernier s'est toujours référé au thème général de la révolution socialiste mais il insistait surtout sur son caractère national. Ainsi, lors du XVIIe Congrès (1967) on ne trouve ni dans la résolution politique, ni dans le titre ou les sous-titres du rapport et du discours de clôture de Waldeck-Rochet, ni dans l'intervention de G. Marchais, ni dans le titre d'aucun discours de délégué, la mise en exergue de la qualification du Parti communiste comme révolutionnaire. La situation change après 1968 : tous les documents importants font référence au Parti comme parti révolutionnaire ; mais il sagit encore d'une définition générale qui donne lieu à des titres de chapitre, beaucoup plus qu'à des développements substantiels. Depuis quelque temps, le terme est *couramment* employé pour *caractériser l'action quotidienne du Parti.*

pénétration dans les entreprises, le rassemblement pour les libertés organisé sans chercher la participation des autres signataires du Programme commun — et mille autres initiatives du même type. Le plus grave, évidemment, est que les responsables du P.C.F. ne semblent pas non plus se demander un seul instant quelles conséquences leur attitude peut avoir sur la combativité ouvrière. Polémique violente contre les alliés sans fixer de perspective politique différente, souci primordial de renforcer ses propres rangs fût-ce aux dépens des possibilités de mobilisation autonome des masses : une telle politique n'appelle qu'un seul qualificatif, *le sectarisme.*

Il est à peine besoin de souligner que ce cours sectaire met le parti en contradiction avec ses objectifs, solennellement proclamés, d'union de la gauche et d'union du peuple de France. Dans un article de *l'Humanité* ou de *France Nouvelle,* un journaliste bien formé peut tenter de démontrer, avec l'apparence de la vraisemblance, que le renforcement du parti est la condition *sine qua non* des succès du programme commun. La dialectique qui, à force de servir à tous les usages, a les reins souples lui permettra même d'enrober son argumentation de considérants de gauche. Mais, dans l'action de tous les jours, les militants sont pour le moins perplexes et tiraillés ; certains le disent, même en public. Et l'on peut faire l'hypothèse que le vingt-deuxième congrès est destiné à leur éclaircir les perspectives.

Mais ce niveau d'explication ne permet pas d'atteindre toutes les motivations de la direction du P.C.F. En effet, si l'on admet que le prochain congrès est destiné à rétablir la cohérence interne du parti, on doit se demander pourquoi a été choisie une orientation aux conséquences pareilles et pourquoi on cherche à la maintenir (7).

« Moscou la gâteuse » (L. Aragon)

Ce n'est pas la première fois de son histoire que le Parti communiste français effectue un zig-zag politique, tout en protestant de la continuité de son orientation. Il y a eu l'approbation du Pacte germano-soviétique, survenue, en 1939, après des années de campagne pour la défense nationale contre le nazisme ; il y a eu, en 1952, quelques semaines de cours ultra-gauchiste, marqué par les manifestations violentes contre la présence du général Ridgway à Paris et par des grèves politiques. D'autres exemples

---

(7) Les déclarations des dirigeants ne laissent planer aucun doute sur la question : « Pour sa part, notre Parti — et ce sera d'ailleurs *l'objet central de son prochain congrès* — entend donc *concentrer toutes ses forces sur le renforcement de sa capacité de combat, sur la plus large diffusion dans les masses de ses perspectives,* sur l'organisation de luttes des travailleurs et des masses contre le chômage et la vie chère, pour la défense des libertés. C'est *avant tout par cet effort,* par le développement de l'action des masses populaires que se créeront les conditions de cette large et puissante Union du peuple de France autour du Programme commun que nous voulons réaliser. » (Georges Marchais — *Humanité,* 29 octobre 1975 — passages soulignés par moi, D.B.).

pourraient s'ajouter. Tous auraient une caractéristique commune : les tournants opérés étaient manifestement inspirés par l'Union soviétique (8).

Il n'en faut pas plus pour que d'innombrables commentateurs voient dans la pratique actuelle du P.C.F. l'application d'une consigne de Moscou. A leurs yeux, Brejnev cherche aujourd'hui à étendre son contrôle sur l'Europe occidentale ; il incite donc les Partis communistes à déclencher des luttes violentes, voire à esquisser une orientation vers la prise du pouvoir. Les preuves ? L'action du Parti communiste portugais, avec lequel les communistes français ont toujours marqué leur solidarité. Et surtout, une série d'articles parus dans diverses publications d'Europe orientale. Le plus fameux est dû à Zarodov, membre suppléant du Comité Central du P.C.U.S. Partant d'une brochure écrite par Lénine en 1905 *(Deux tactiques de la social-démocratie russe),* ce théoricien se livre à une critique à peine voilée des politiques d'alliance avec la social-démocratie, du type union de la gauche ; il rappelle la nécessité de l'action directe du prolétariat et il souligne l'obligation pour les communistes d'être prêts à user de la violence pour conquérir le pouvoir. Peu de temps après la publication de ces réflexions, Zarodov est reçu par Brejnev qui, à son tour, reprend une partie des thèmes qu'il a développés. Ce sont ensuite les Bulgares qui reprennent le refrain.

N'en doutons pas ! il se passe quelque chose dans les bureaux du Kremlin. Dans ce monde où le socialisme a un visage de classeur, le hasard est impitoyablement traqué comme ennemi du peuple. Et ce n'est ni simple coïncidence ni aboutissement d'une longue recherche théorique si l'on voit des publicistes de l'Est s'attaquer à la ligne des principaux partis communistes occidentaux au moment où, la crise battant son plein, ceux-ci ont quelque chance d'accéder au gouvernement, par un biais ou l'autre. Le message qu'il faut décrypter est à peine codé : *l'Union soviétique a de très sérieuses réticences à l'égard des stratégies adoptées par les P.C. d'Italie, de France et d'Espagne quelles que soient les différences qui séparent les partis.* Le fait que les critiques soient formulées par des responsables de second ordre n'a que peu d'importance : dirigeants d'un Etat plus que leaders politiques, les Soviétiques sont tenus à une certaine discrétion diplomatique; ils affectionnent donc les attaques feutrées effectuées par des gens que l'on peut toujours désavouer ; ils parlent grands principes pour régler des affaires concrètes. Les initiés ne s'y trompent guère (9).

---

(8) En 1952, François Billoux, promoteur du tournant, revenait d'U.R.S.S. où il avait discuté avec Maurice Thorez de la ligne du P.C.F. Les documents publiés par la suite, notamment le cahier de procès-verbaux du Bureau politique saisi lors de l'arrestation de Jacques Duclos, tendent à prouver que l'Union soviétique entendait à l'époque créer un maximum de troubles à l'intérieur de la France, alors clé de voute de l'alliance atlantique, au moment où était mis en place le réarmement de l'Allemagne. Thorez et Billoux ont donné une *forme* nationale à cette exigence de la politique extérieure soviétique.

(9) Avant de prendre la forme d'un conflit ouvert, les désaccords entre Soviétique et Chinois sont passés par adversaires interposés. Moscou condamnait l'Albanie pour mieux dénoncer Pékin qui vitupérait la Yougoslavie pour attaquer l'U.R.S.S.

On peut donc, jusqu'à certain point, suivre ceux qui pensent que l'U.R.S.S. a de réels désaccords avec les politiques d'alliance, telles que les envisagent certains partis communistes d'Europe. Mais décréter à partir de là que l'Union de la gauche ou le compromis historique sont des ruses grâce auxquelles le P.C.F. ou le P.C.I. masquent la préparation de « coups » qu'ils ont l'intention d'accomplir à Paris ou à Rome, c'est commettre *un double contre-sens.*

Tout d'abord, la critique des risques qu'entraîne une orientation d'unité de la gauche n'implique nullement que l'Union Soviétique préconise un retour à une politique de classe. En fait, les dirigeants de Moscou, toute leur pratique le montre, craignent d'abord une rupture d'équilibre en Europe. Ils redoutent que, dans un contexte de mobilisation populaire, l'arrivée au pouvoir de la gauche n'aboutisse à un chaos incontrôlable. Ils se méfient des sociaux-démocrates, qui demeurent dans l'orbite de l'impérialisme américain. Ils n'ont qu'une confiance limitée dans la fermeté des communistes. Avec le regard glacé des tenants de la raison d'Etat, ils font les comptes et concluent que mieux vaut tenir que courir : des régimes bourgeois, par définition plus stables que des gouvernements socialisants, constituent des partenaires plus souhaitables ; l'expérience gaulliste a montré que, sous certaines conditions, une bourgeoisie pouvait, au nom de ses intérêts de classe, prendre quelque distance vis-à-vis de Washington. *Et c'est cela qui compte pour les Soviétiques* (10).

Toutefois, le P.C.U.S. ne peut proclamer aussi nettement ses intentions véritables sans aggraver la crise du mouvement communiste international. Or, les Soviétiques ont *également* besoin des partis communistes qui, dans chaque pays, constituent un relais, plus ou moins fidèle et efficace, des grandes options internationales de l'U.R.S.S. Les voilà donc obligés de parler sur le mode des mondanités ; dans l'univers bureaucratique, c'est la théorie qui se prête le mieux à ce genre d'exercice. On parle donc de violence de classe et de dictature du prolétariat mais ces références idéologiques n'ont pas de portée pratique positive. *C'est leur aspect négatif qui est essentiel,* la dénonciation qu'elles permettent des risques de la politique d'alliance tous azimuts. Et les Partis communistes qui prendraient au pied de la lettre les recommandations de Zarodov risqueraient de demeurer longtemps dans une opposition sans perspectives, compensée par un dogmatisme de bon aloi. Mais, sans doute est-ce là le type de parti que les dirigeants soviétiques préfèrent à ceux qui sont susceptibles d'arriver au pouvoir.

D'autre part, quelles que soient ses intentions profondes, *l'Union soviétique n'est plus en mesure d'imposer une ligne aux grands partis communistes du monde occidental.* On le savait depuis la dernière conférence mondiale des Partis communistes, en 1969, où l'unanimité n'avait pu se faire autour de tous les chapitres de la résolution finale. Les difficultés de convocation de l'actuelle conférence des P.C. d'Europe l'ont confirmé. Les

---

(10) Que l'on se rappelle la visite, publiquement déplorée par le P.C.F., de l'ambassadeur soviétique à Giscard, en pleine bataille des élections présidentielles.

réactions du P.C.F. à l'affaire Zarodov rendent la chose évidente. Peu de temps après la parution de l'article du Soviétique, *l'Humanité* a réagi en publiant, en première page, une réponse nette de Jacques Chambaz, membre du Bureau politique. Et lors du Comité Central qui se tint peu après (17 et 18 septembre 1975), Etiene Fajon, prenant prétexte d'un rapport sur « le travail d'éducation du parti », défendit la stratégie du Programme commun et critiqua les références abusives à Lénine d'un Zarodov qui, pour n'être pas nommé, n'en était pas moins visé. Quant à Georges Marchais, il ne cesse de souligner que la politique du P.C.F. s'élabore « à Paris et nulle part ailleurs » (11).

Faux semblants ? Il est difficile de l'affirmer sans expliquer du même coup pourquoi, à l'époque stalinienne, Maurice Thorez et son parti n'ont jamais marqué le moindre désaccord public avec l'U.R.S.S. alors que leur fidélité inconditionnelle leur valait des attaques d'une rare violence qui gênaient la progression des communistes. Et pourquoi aussi, depuis quelques années, les Marchais, les Leroy et les Kanapa ne perdent pas une occasion d'affirmer leur autonomie en engageant des débats politiques, limités, feutrés mais véritables, avec Brejnev et ses collègues (12).

La réalité est que la politique du Parti communiste français n'est plus, pour l'essentiel, imposée de Moscou. C'est de cela qu'il faut rendre compte.

Pas d'au-delà à l'Union de la gauche

Cette indépendance de fait, beaucoup, à gauche et à l'extrême-gauche, la reconnaissent. Elle s'expliquerait par l'existence d'une stratégie spécifique du Parti communiste français. Ce dernier, proche en cela du P.C. portugais, aurait renoncé à la politique « frontiste », c'est-à-dire aux alliances avec les socialistes sur un programme minimum de gouvernement, telles qu'elles ont été pratiquées dans les années trente. Marqué par son origine stalinienne, le P.C.F. viserait à mettre en place une sorte de « capitalisme

---

(11) Son insistance sur ce thème le mène parfois à des déclarations bien intéressantes pour un homme qui se réclame de l'internationalisme prolétarien. Au micro d'Europe 1, il répond à une question sur les articles « d'idéologues durs » publiés à Moscou : « Ils ne nous concernent pas. Le parti communiste français élabore sa politique en toute indépendance. En revanche, si vous vous adressiez aux socialistes, vous auriez raison, car ils ont une Internationale. Nous, nous sommes complètement indépendants » *(Humanité,* 22 octobre 1975).

(12) Maurice Thorez, dans sa célèbre interview au *Time* (1946), ouvrait déjà la voie à une évolution pacifique vers un socialisme « à la française » ; toute la politique stalinienne de l'époque de la guerre froide allait à l'encontre de ses vues. Il s'est tû et a appliqué la ligne. Aujourd'hui, Jean Kanapa, qui fut, en son temps, le plus borné des disciples de Jdanov, est le responsable des affaires internationales. C'est à lui qu'est revenu la tâche d'expliquer, lors des récentes réunions préparatoires de la conférence européenne des partis communistes, que la coexistence pacifique n'implique aucune trève dans la lutte de classes. Dans la langue d'Esope, chère aux «apparatchiks», cela signifie : « Nous soutenons les initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S. mais nous ne tolérons pas qu'en leur nom, on nous empêche de mener la lutte dans notre pays comme nous l'entendons ». Cette comparaison de deux hommes et de deux époques illustre l'évolution du P.C.F.

d'Etat » (13). Le Programme commun, tel que le conçoit le Parti, illustrerait cette tendance. Sa philosophie n'est-t-elle pas celle d'une croissance économique devenue enfin rationnelle grâce à l'extension du secteur étatique jusqu'au seuil où une planification démocratique devient possible ? Il n'est pas difficile de démontrer qu'une telle politique « antimonopoliste » aboutit seulement à aménager le système capitaliste et à développer monstrueusement l'appareil d'Etat, sans remettre en cause les bases de l'exploitation.

Cette interprétation de la politique du P.C.F. a le mérite d'atteindre un aspect essentiel de la réalité, à savoir *l'idéologie des cadres et des militants du Parti*. Contrairement aux explications simplistes qui font de tout communiste français un «stal» cynique, préoccupé des ruses contre-révolutionnaires qui lui permettront de trahir la lutte des classes, il ne se trouve aucun adhérent du P.C.F. qui se satisfasse de tactique au jour le jour. La très grande majorité des militants accepte la nécessité *d'étapes* qui sont de simples moments de la course *vers un but auquel on ne renonce pas et que, par tradition, on appelle socialisme*. Mais le socialisme ainsi maintenu comme justification des méandres de la politique quotidienne est fortement coloré, dans la conscience des membres du parti, par l'influence du stalinisme et de la société soviétique, et aussi par les rapports pratiques qu'en France le mouvement ouvrier entretient avec le système politique existant. De la construction du socialisme, on retient surtout l'effort de centralisation, accompagné d'une démocratisation progressive des structures, allant du sommet à la base. Quant à la lutte pour le pouvoir, on la conçoit à l'intérieur de l'Etat ; l'auto-organisation des masses est pour le P.C.F. une notion abstraite et, de ce fait, l'idée d'un renversement révolutionnaire du gouvernement est inconcevable. Le résultat de cette combinaison d'influences idéologiques est un hybride que l'on est en droit de baptiser capitalisme d'Etat : en effet, tout projet de transformation sociale qui ne met pas au centre de ses tâches la destruction de l'appareil d'Etat existant ne peut aboutir qu'à une forme rationalisée de capitalisme — puisqu'aussi bien l'Etat incarne le maximum de cohérence que peut se donner la société bourgeoise.

Cependant, *l'idéologie des militants ne détermine pas seule la stratégie d'un parti tel que le P.C.F. ; elle ne la détermine même pas essentiellement*. Faute de chercher une issue dans la mobilisation révolutionnaire des masses, Marchais et les siens sont *condamnés* à respecter les règles du système politique de la classe dirigeante. Les structures de l'Etat, les traditions juridiques et politiques, les habitudes institutionnelles constituent pour eux

---

(13) Dans un article intitulé « Mouvement communiste : Une, deux, trois... tactiques » (*Tribune socialiste*, 13-20 septembre 1975) Serge Depaquit a clairement exposé les données générales de cette thèse : « La politique du P.C.I. et du P.C.E. n'est pas celle du P.C.F. ou du P.C.P. en plus souple ou en plus démocratique ; elle est différente. Le P.C.F. et le P.C.P. s'appuient en fait sur un programme de capitalisme d'Etat, assorti de formules de cogestion... qui pourrait, d'ailleurs, en certaines circonstances, constituer la première phase d'un despotisme social bureaucratique (l'U.R.S.S. ne me semblant pas relever d'un capitalisme d'Etat) ».

beaucoup plus que des conditions objectives fixant le cadre de départ de leur action ; elles sont des limitations quasi-absolues à leurs initiatives ; elles jouent *un rôle déterminant dans l'élaboration de leur politique.* Il ne saurait être question pour eux de formuler des propositions incompatibles avec les principes de fonctionnement de l'Etat dont on peut seulement envisager d'aménager les rouages. Or, une économie contrôlée essentiellement par l'Etat est une formule qui désorganise gravement le système bourgeois ; ce ne peut être qu'un expédient ultime face à une crise mortelle. Il n'est pas question de l'envisager à froid. Aussi la vision idéologique de l'avenir socialiste sert surtout à faire accepter ces murailles, tout en étant elle-même influencée dans son contenu par les conditions dans lesquelles elle est formulée.

Philippe Herzog, membre du Comité Central, un des principaux animateurs de la commission économique qui a théorisé le « capitalisme monopoliste d'Etat », peut nous aider à illustrer ces propos. Interviewé par André Harris et Alain de Sédouy (14) qui ont assisté à un de ses cours à l'Ecole centrale du Parti, il expose comment il conçoit l'application du Programme commun. « D'abord, les nationalisations interviendront tout de suite, ce qui créera une situation de non-retour et prouvera aux salariés qu'on change le paysage. Il conviendra de démontrer très vite le caractère dominant du secteur public et nationalisé sur ce qui restera du secteur privé. Très vite aussi, il faut que la direction et la gestion collective avec les travailleurs se mettent en place... l'ensemble constituera une « Nouvelle Logique » des rapports sociaux et économiques... Les nationalisations doivent se faire en quelques semaines, quelques mois au plus tard — c'est indispensable. Si cela devait s'étaler sur cinq ans, cela irait très mal ». Cette vision, dont on peut certes discuter les termes, implique néanmoins une *rupture* de l'ordre établi. Nul doute qu'elle ne corresponde au choix idéologique de ces innombrables militants communistes qui, dans les manifestations, scandent : « Une seule solution, la Révolution ! Un seul moyen, le Programme commun ! ».

Mais le moins que l'on puisse dire est que socialistes et radicaux, cosignataires du dit programme, n'envisagent pas l'avenir sous un tel angle. Pour eux, les nationalisations ne sont pas une panacée et leur mise en œuvre peut être étalée sur toute la durée de la législature. C'est dire que le P.C.F., s'il entend mettre en place rapidement la « nouvelle logique des rapports sociaux », se trouvera en désaccord avec ses alliés dont il ne manque pas de dénoncer — à juste titre — l'esprit d'atermoiement et de compromis. Compte-t-il sur le renforcement de sa puissance organisationnelle pour faire pression sur eux ? Probablement. Mais ses dirigeants ne sont pas sans savoir qu'il existe des limites à ce type d'opération. Les communistes ne peuvent rompre le pacte d'unité d'action, à moins de vouloir gouverner seuls — ce qui est exclu dans le cadre de la République parlementaire —

---

(14) *Voyage à l'intérieur du parti communiste* (Paris - le Seuil - 1974) p.. 57, 58 et 206.

ou de se préparer à une prise du pouvoir par la force — ce qui est aux antipodes de leurs intentions. Georges Marchais, réaliste, ne l'a pas caché, alors même que la polémique contre le P.S. battait son plein : « Je vous mets au défi de trouver une déclaration, un discours ou un article de dirigeants communistes où nous émettons la prétention d'aller seuls au pouvoir. Nous disons qu'il n'y a pas d'issue à la crise en dehors de la mise en œuvre du Programme commun, par tous les partis de la gauche, égaux en droits et en devoirs. Cela confirme que nous sommes les champions de l'Union » (15).

Nous touchons ici à la contradiction fondamentale de la politique du Parti communiste. Entre la combativité de ceux de ses militants qui participent aux luttes d'avant-garde et la vocation réformiste des dirigeants ; entre la nécessité de renforcer l'organisation et l'obligation de maintenir les alliances, un équilibre durable est difficile à trouver. Il faut souvent trancher dans le vif, entre des options inconciliables. Les décisions adoptées par les responsables reflètent alors les impératifs de l'adaptation à la société existante ; l'idéologie moyenne du parti n'intervient qu'en second et influe surtout sur la forme des choix effectués.

Le grand parti de la bureaucratie ouvrière

Lorsqu'on traite d'un parti comme le P.C.F., on peut être facilement obnubilé par son origine stalinienne et par ses liaisons avec l'Union soviétique ; on risque ainsi de mettre surtout l'accent sur l'appartenance du parti au mouvement communiste international et sur les servitudes idéologiques qui en découlent. On en vient par là même à négliger la réalité sociale et politique qu'incarne le parti dans la France bourgeoise, réalité à laquelle il convient d'appliquer *les critères de l'analyse marxiste.*

Cette démarche exige que l'on replace le P.C.F. dans les totalités concrètes qui déterminent son être social. Ni son hégémonie sur la classe ouvrière française, ni son allégeance à l'Union soviétique ne permettent de décrire entièrement sa politique. L'une et l'autre ne prennent toute leur signification que par rapport à l'ensemble de la société française, elle-même déterminée par la réalité supérieure du marché mondial que structurent les rapports de forces internationaux entre les classes. De ces totalités en mutation constante, du fait des luttes dont elles sont le lieu, il n'est possible de rendre compte que dans une perspective historique. Ainsi, on ne comprendra le Parti communiste français qu'au travers des modifications successives de ses rapports avec les structures politiques et étatiques dans lesquelles il est inséré. Sur cette voie — et sur cette voie seulement — on découvrira, en évitant l'écueil d'un tableau parfaitement statique, ce qui, dans le P.C.F., découle des lois générales d'évolution des organisations

(15) Conférence de presse du 19 septembre 1975 (*Humanité*, 20-9-75).

ouvrières de masse en pays capitaliste avancé — et ce qui révèle des traits originaux de développement (16).

De prime abord, le Parti communiste français apparaît comme un *parti ouvrier de masse,* à la fois par sa composition sociale, la nature de son idéologie et l'étendue de son influence sur le mouvement prolétarien. C'est sur cette caractéristique qu'il faut s'attarder avant d'envisager tout autre aspect. Aucune organisation politique ne peut exercer une emprise sur la majorité de la classe ouvrière sans s'adapter en même temps aux habitudes de pensée qui ont cours parmi la majorité des travailleurs. En effet, l'agitation et la propagande qui, *en dehors des périodes révolutionnaires,* permettent de gagner de larges masses ouvrières doivent s'effectuer au niveau des couches les moins éveillées à la politique, *de celles qui subissent le plus lourdement l'idéologie de la classe dominante.* Le parti de masse ne peut éviter de subir le contre-coup de cette extension de son ascendant. En son sein, des courants se créent qui cherchent à formuler, en termes de programme et de perspective, l'adaptation qui s'est produite, de fait, à la société de classe.

Toute l'expérience historique, celle du Parti social-démocrate allemand par exemple, confirme l'inéluctabilité du développement de courants opportunistes dans les grandes organisations politiques ouvrières. Elle confirme aussi que les références les plus ferventes au marxisme le plus orthodoxe sont de peu de poids face à cette pression sociale. Peu à peu, c'est la doctrine qui perd de son contenu pour n'être plus qu'un recueil de formules ; et, en dernière instance, le programme, coquille devenue vide, est relégué au grenier pour un autre mieux adapté à ce qui se fait réellement (17). L'Internationale communiste comptait dans ses rangs d'authentiques partis de masse mais la victoire de la contre-révolution stalinienne n'a pas permis que le mouvement ouvrier hérite d'une expérience positive de lutte contre les bases objectives de l'opportunisme. Des exemples trop restreints à notre disposition, on peut tirer cependant quelques conclusions : une liaison prioritaire, clairement explicitée, avec les travailleurs d'avant-garde et le maintien d'une perspective internationaliste (18) qui permette de dépasser les conditions nationales de la lutte sont des conditions nécessaires d'une résistance aux influences réformistes, inhérentes à toute organisation de masse.

---

(16) Il n'est pas question de reconstituer, dans le cadre du présent article, la totalité du mouvement historique du P.C.F. On se contentera de quelques remarques qui découlent de la perspective méthodologique résumée plus haut. Leur caractère épars les rendra insatisfaisantes. Elles peuvent cependant aider à cerner de plus près l'orientation actuelle du parti.

(17) Il n'y a aucune solution de continuité entre le marxisme de la lettre de Kautsky et l'esprit de capitulation des dirigeants socialistes allemands de 1914 dont les héritiers légitimes renonceront à la lutte de classe avec le programme de Bad-Godsberg.

(18) Et donc d'une organisation internationale.

Le P.C.F. est loin du compte. Il a renoncé, dès les années trente, à mettre la révolution prolétarienne à l'ordre du jour. Et il n'a cessé depuis lors de théoriser cet abandon, d'y adapter son programme et ses projets d'avenir (19). C'est faire acte de banalité que de le répéter ? Peut-être. Mais ce rappel a au moins le mérite de souligner que le Parti de Georges Marchais, dont les cadres ont été formés dans une optique nationaliste et chauvine, *est, par nature, incapable d'envisager une forme quelconque de lutte révolutionnaire pour le pouvoir*. Il lui faudrait pour cela effectuer une série de ruptures, théoriques et pratiques, avec son adoption objective de l'opportunisme, qui constitue une de ses caractéristiques de base. C'est là ce qu'oublient tous ceux qui prêtent au P.C.F. de vastes intentions de subversion.

Toutes ces remarques ne tiennent aucun compte de la crise actuelle des régimes bourgeois d'Europe. On peut considérer comme probable que, dans les années à venir, de grandes luttes ouvrières éclateront, stimulées par la détérioration du système économique aussi bien que par la contagion révolutionnaire, venue du Portugal, d'Espagne peut-être, d'ailleurs encore éventuellement. Ne peut-on penser que, soumis à la pression des masses en mouvement, le Parti communiste français serait contraint de rompre avec beaucoup de ses pratiques réformistes ? Son tournant actuel, aussi limité et sectaire soit-il, n'est-il pas le symptôme d'une adaptation aux conditions nouvelles de la lutte des classes ? Après tout, en d'autres périodes, on a vu un mouvement comme la social-démocratie autrichienne, pourtant enfoui jusqu'aux yeux dans la société bourgeoise, appeler, en 1934, les travailleurs de Vienne à se battre les armes à la main contre l'offensive d'extrême-droite. Un parti d'origine communiste a d'autres traditions ; pourquoi n'adopterait-il pas une attitude similaire ?

A ce niveau d'interrogation, il faut soigneusement sérier les questions. Qu'un parti de masse comme le P.C.F. soit sensible aux fluctuations de la combativité prolétarienne, nul n'en disconviendra. Et il y a fort à parier qu'il mettra tout en œuvre pour éviter de se retrouver totalement à contre-courant, comme il le fut en mai 1968. Dans une période pré-révolutionnaire, il peut, de ce fait même, être amené à accepter des formes de lutte plus radicales, à se retrouver contraint de participer à des actions de masse

---

(19) La théorie du « capitalisme monopoliste d'état » a, entre autres fonctions, celle de justifier l'action réformiste du parti. Au niveau politique, elle explique qu'une « poignée de monopoles », « une caste » de « milliardaires » a fait main basse sur l'Etat. Il est possible de mettre fin à leurs exactions et de « remettre l'Etat au service du peuple ». (Toutes les expressions entre guillemets sont couramment employées dans la presse du parti). Par exemple, Michel Cardoze, dans un éditorial de *l'Humanité* du 25 août 1975, écrit « *Les institutions qui constituent l'Etat* et doivent concourir à la garantie des libertés... *ont besoin d'une autre politique* économique et sociale. Une politique qui, du suffrage enfin universel parce que proportionnel, à la mise à la raison des sociétés géantes privées sera, elle, un garant des libertés nouvelles qui restent à conquérir ». Michel Cardoze est un bon journaliste qui sait exprimer, en termes populaires, l'essence des travaux théoriques que d'autres consacrent à l'analyse du C.M.E.

qu'il n'aura pas souhaitées au départ (20). Mais accepter de se laisser porter par le flot n'a jamais signifié développer du même coup une orientation révolutionnaire — (c'est-à-dire guider les luttes des travailleurs vers un affrontement central avec l'Etat en vue de l'instauration, nécessairement violente, d'un pouvoir révolutionnaire). On peut descendre dans la rue, armé de matraques, voire de mitraillettes, sans chercher pour autant le renversement de la classe dominante par l'action des masses. Les exemples abondent de partis dont le réformisme s'accommode et se complète, dans les périodes de crise, de méthodes de lutte violentes. Rien ne permet de classer le P.C.F. hors de cette catégorie.

En effet, pour franchir le seuil qui sépare le réformisme d'une acceptation de fait de la lutte politique pour le pouvoir (21) il faut procéder à *une rupture organisationnelle*. La cohésion d'un parti ouvrier réformiste de masse dépend de la solidité de son appareil. Ce dernier constitue le lieu de jonction de deux forces, de nature différente bien que toutes deux conservatrices : les élus (parlementaires divers mais aussi un certain nombre d'élus syndicaux qui n'ont pour raison d'être que la participation à des organismes paritaires de concertation avec le patronat et les pouvoirs publics) et les fonctionnaires permanents de l'organisation. Les premiers sont parfaitement intégrés au système avec lequel ils vivent en symbiose ; les seconds cherchent à maintenir le statu-quo politique qui a permis la croissance florissante de l'appareil avec lequel ils se confondent. Tant que cette alliance n'est pas brisée, il ne peut y avoir de véritable évolution à gauche d'une organisation réformiste, qu'elle soit d'origine socialiste ou communiste (22). Plus encore, il ne peut se développer *durablement* une aile gauche cohérente à l'intérieur de ce genre de parti tant que l'appareil au sens le plus large du terme demeure intact pour l'essentiel. Le P.C.F. pourra connaître avec le développement des luttes de sérieux problèmes internes. Mais, lui qui n'a de leçon à recevoir de personne en matière de solidité bureaucratique, n'en est pas au point, en 1975, où les barrières de son conservatisme d'organisation sont entraînées sous la pression des masses.

---

(20) Exemple mineur : les jeunes du P.C.F. se sont ralliés *in extremis* aux manifestations contre la loi Debré — qu'ils avaient condamnées tout d'abord. Exemple plus significatif : le Parti communiste portugais a intégré les manifestations des commissions ouvrières, dès qu'il est apparu qu'elles jouaient un rôle décisif dans l'évolution de la situation. Il a même été jusqu'à signer, un bref moment, un pacte d'unité d'action avec des organisations gauchistes.

(21) Même si cette acceptation est confuse, hésitante, sujette à caution, critiquable du point de vue des révolutionnaires, dont beaucoup utiliseront le terme « centrisme » pour la qualifier. Pour se référer aux classiques, on dira que la fraction des mencheviks internationalistes, dirigée par Martov en 1917, indique assez bien quelle peut être la nature politique d'une ligne qui admet la nécessité de l'instauration de la dictature du prolétariat mais chipote sur les moyens d'y parvenir — d'où une incroyable suite d'oscillations.

(2) Cf. annexe.

La conclusion qu'il faut en tirer est que toute la politique poursuivie depuis un an par le Parti communiste exprime une réaction délibérée de la direction et des cadres à une situation qui pose des problèmes sérieux mais n'est *nullement une situation de débordement*. Le P.C.F. continue à être soumis aux lois générales qui régissent les grandes organisations ouvrières des pays capitalistes développés. Il ne s'agit pas pour lui de renoncer au réformisme qui correspond à la place qu'il occupe dans la société ; il s'agit *d'adapter sa ligne générale réformiste à une situation mouvante. C'est bien encore de conservatisme bureaucratique qu'il s'agit.*

A ce propos, quelques mots encore. Le P.C.F. occupe, depuis quarante ans environ, une position hégémonique sur le mouvement ouvrier. Dans son cas, comme dans celui des partis en même situation (le P.C. italien, par exemple), cette suprématie n'a pu être acquise par une simple addition de suffrages. Certes, le P.C.F. a gagné sa prééminence en se montrant capable d'entraîner, et d'organiser en partie, la majorité des travailleurs sur le plan électoral comme dans le domaine syndical. Mais les succès remportés à ces niveaux ont été rendu durables parce que le parti a su aussi *organiser les travailleurs d'avant-garde,* ceux qui constituent les cadres quotidiens du mouvement ouvrier et qui sont à la pointe des luttes. Cette double liaison, avec la majorité et avec l'avant-garde, a fait du Parti communiste français cette citadelle si impressionnante à bien des égards. Mais elle contribue aussi à sa faiblesse car elle l'oblige à se défendre sur deux fronts : le front de l'influence générale qui peut lui être disputé sur le plan électoral ; le front de l'enracinement dans l'avant-garde ouvrière où l'évolution des luttes de classes joue un rôle décisif. Aussi bien, le conservatisme bureaucratique de l'appareil du P.C.F. doit-il s'exprimer sous *deux formes, souvent contradictoires,* car il doit faire face à deux menaces distinctes, à la fois venant de la droite *et* de la gauche.

Stalinisme et nation française

Pression des couches les moins politisées de la classe ouvrière et, par ce canal, influence de l'idéologie dominante ; conservatisme bureaucratique de l'appareil empêchant tout véritable cours à gauche ; nécessité de maintenir l'unité du parti contre des menaces extérieures venant aussi bien de sa droite que de sa gauche : ce sont là des problèmes auxquels doit faire face tout parti ouvrier réformiste. Mais chacun d'entre eux les affronte de façon spécifique, en fonction de sa propre histoire et des traces qu'elle a laissées sur son organisation, son idéologie, ses traditions...

On ne reviendra pas, bien entendu, sur les détails de l'évolution du P.C.F. Mais il est intéressant de rappeler au moins comment il a résolu, au fil des ans, les contradictions dans lesquelles il était inserré, *la plus fondamentale d'entre elles opposant sa fidélité à l'U.R.S..S. stalinienne* (et donc à la politique internationale de ses dirigeants) *à son enracinement dans la société française* (qui le pousse vers une orientation nationale-réformiste). Bien entendu, tout cela ne peut être compris qu'en fonction des grands courants qui traversent la classe ouvrière française en modifiant, à des

rythmes variables, les structures générales d'organisation du mouvement ouvrier.

Le Parti communiste français a conquis sa position hégémonique entre 1934 et 1947, au travers des luttes du Front populaire, de la Résistance et de la Libération. Cette ascension s'est opérée aux dépens de la S.F.I.O. Mais on est trop souvent obnubilé par les spectaculaires statistiques d'adhésions et de voix électorales qui montrent l'irrésistible poussée du P.C.F. Et on en oublie que la victoire des communistes n'a pas signifié seulement une modification du rapport des forces internes au mouvement ouvrier mais surtout *une transformation qualitative de celui-ci.* Au cours des années trente et quarante, les travailleurs français parviennent, pour la première fois de leur histoire, au stade de l'organisation politique de masse. Jusque là, tant les syndicats que les partis de gauche n'avaient regroupé qu'une assez petite minorité du prolétariat. L'activité des socialistes s'était principalement déroulée dans le domaine électoral, ce qui favorisait la prédominance dans leurs rangs des éléments issus de la petite bourgeoisie. Le Parti communiste, dès 1936, fournit un cadre à la masse des salariés qui font irruption dans l'action politique ; et ce cadre tranche par sa nouveauté avec ce qui existait auparavant : les entreprises deviennent un centre de lutte, d'autre part tout un réseau d'organisations, du syndicat aux mouvements de jeunes ou de loisirs, aide à la constitution d'un mouvement de masse dont l'organisation politique constitue le centre (23).

De cette constatation, on peut tirer la conclusion que le P.C.F. est l'*incarnation organisationnelle d'un moment essentiel du développement de la classe ouvrière française.* Ainsi s'explique la persistance de son influence, par-delà les méandres de sa politique et les conséquences, souvent dommageables, qu'ils ont eues sur ses rapports avec les masses. Il faut encore préciser que cette continuité dans l'hégémonie n'est pas due seulement à des souvenirs que se transmettent, de génération en génération, les militants ouvriers. Elle provient plus encore de ce que *les travailleurs n'ont eu, jusqu'en 1968, que peu d'occasions de faire l'expérience collective globale d'autres méthodes de combat que celles que préconisait le Parti communiste* (24).

La nature politique de la S.F.I.O. et l'orientation qui en découlait naturellement ont facilité le succès du P.C.F. qui, *a contrario,* est apparu comme un modèle de fidélité aux principes de classe. Mais au triomphe qu'il a connu existent des causes encore plus fondamentales. En 1936 et plus

---

(23) Il ne s'agit, *à propos de ce phénomène comme de tous ceux qui vont être abordés ensuite, que d'une reconstitution schématique.* La rupture apportée par le P.C.F. n'a évidemment pas été absolue et le contraste est exposé ici de façon trop radicale. Mais, encore une fois, il ne s'agit pas de faire une histoire du parti mais de déceler les seuils qu'il a franchis dans ses rapports avec les masses aussi bien que la façon dont les militants l'ont vécu.

(24) Le P.C.F. n'a pas été sérieusement menacé de débordement lors des grandes montées ouvrières de 1934-36 et 1944-47. Les éléments d'avant-garde qui voulaient pousser plus loin la lutte ne trouvaient qu'un écho limité auprès de la majorité des travailleurs qui se trouvaient aux premières étapes de la conscience politique. Et les révolutionnaires ne constituaient qu'un pôle trop faible.

encore dans l'après-guerre, la bourgeoisie avait besoin que le Parti socialiste exerce le pouvoir afin de maintenir ou de rétablir le fonctionnement du système capitaliste. De ce fait, la social-démocratie française a été amenée à s'intégrer sur un mode accéléré à l'appareil d'Etat. Elle a été conduite ainsi à un extrémisme dans la collaboration de classe qui a connu ses sommets sous Guy Mollet. Elle s'est aliénée la classe ouvrière mais aussi une partie des couches sociales qui constituent la gauche traditionnelle de ce pays : intellectuels, professions libérales, classes moyennes des villes et des campagnes. Le Parti communiste a récupéré, sur le plan électoral au moins, bon nombre des zones que laissait vacantes l'avilissement du socialisme réformiste. Il est devenu le premier parti de la gauche française, avec tout ce que comporte cette qualification. Sa politique n'a pas manqué d'être infléchie dans une certaine mesure par ces soutiens nouveaux dont les préoccupations n'avaient rien de révolutionnaire. Mais, en même temps, l'emprise qu'il pouvait exercer sur eux était forcément précaire — parce que purement électorale, parce que liée à l'assimilation entre social-démocratie et pouvoir d'Etat ; la renaissance d'un courant socialiste indépendant ne pouvait que modifier la donne.

Le P.C.F. atteignit son influence maximum en 1947, à la veille de son éviction du gouvernement, à l'époque où il célébra à diverses reprises son millionième adhérent. Au cours des années suivantes, il perdit de nombreux militants mais conserva son emprise générale sur le mouvement ouvrier ainsi que l'essentiel de son influence électorale. Mais le parti est surtout marqué alors par les conséquences de ce qu'Edgard Morin appelle joliment « la seconde glaciation stalinienne ». Il cherche à traduire en action les moindres variations de la politique internationale de l'U.R.S.S. Il en arrive ainsi à entrelarder une politique foncièrement nationaliste (c'est l'époque où l'on cherche à créer, sous divers vocables successifs, un « Front national uni ») de formes de lutte sectaires et aventuristes. Et les travailleurs, sans cesser de faire confiance au P.C.F. et à la C.G.T., montrent de grandes réticences à suivre en toute circonstance les mots d'ordre qui leur sont proposés. Les militants communistes connaissent un isolement relatif dont la principale conséquence est un durcissement interne, accentué encore par l'indicible pétrification bureaucratique de la pensée dont les maîtres d'œuvres sont en U.R.S.S., Jdanov et ses successeurs.

Cette période, qui s'étend de 1947 à 1956, est un moment décisif pour la formation *des cadres actuels* du parti (25). Ceux-ci ont été formés,

(25) Il faut entendre par là tous ceux qui jouent un rôle essentiel dans l'application de la politique du P.C.F. : dirigeants des fédérations, élus, membres du Comité Central et des commissions centrales de travail. Si l'on prend les membres titulaires et suppléants du Comité Central, on s'aperçoit que le nombre de ceux qui ont adhéré entre 1944 et 1958 grandit constamment. Lors du 18e Congrès (1967) par exemple, onze suppléants sont élus : dix d'entre eux ont adhéré entre la Libération et l'avènement du gaullisme. Lors du 19e Congrès, sept d'entre eux deviennent titulaires et vingt-deux nouveaux suppléants sont désignés : dix d'entre eux ont adhéré entre 1944 et 1947, huit entre 1950 et 1956. Lors du 20e Congrès, 21 nouveaux suppléants : treize d'entre eux sont devenus militants entre 1944 et 1958 ; dix ont adhéré depuis l'avènement du gaullisme. La majorité du Comité Central actuel est composée de militants qui se sont formés et ont amorcé leur carrière politique en pleine époque stalinienne.

politiquement, organisationnellement et pratiquement, à une école rude, où ils ont appris que la solidité du Parti était le gage essentiel de tout succès politique. Ils ont acquis des habitudes de pensée et d'action qui les marquent profondément. Mais cette éducation stalinienne a eu des conséquences diverses : le monolithisme du P.C.F. était quasi-total mais il n'impliquait pas que les militants approuvaient nécessairement tous les aspects de l'orientation du parti ; bien qu'elles aient représenté des cas limites, les « affaires » Marty, Tillon, Lecœur, montraient l'existence de désaccords réels. Mais, lorsqu'ils survenaient, ces désaccords étaient refoulés par le fonctionnement même du système. L'attachement à l'Union soviétique et au parti, placés hors histoire, passait pour plus important que les doutes ou les différends secondaires (26). Mais le sacrifice permanent des convictions personnelles ne demeurait acceptable qu'aussi longtemps que l'U.R.S.S. continuait à être un modèle au-dessus de toute critique, dont la pureté absolue justifiait tous les compromis.

Lorsque la vérité sur le stalinisme éclata comme un abcès, les souvenirs pénibles du passé resurgirent. Ils provoquèrent l'éloignement de beaucoup de militants, persuadés d'avoir sacrifié leurs convictions en pure perte. Les choses se passèrent un peu différemment pour les cadres ou ceux qui, pris dans le système de sélection, allaient le devenir. Ceux-ci conservèrent, des années obscures, un certain nombre de traits bureaucratiques. Mais ils acquirent aussi une très forte dose de « jamais plus » : jamais plus de tournants politiques, imposés de Moscou et aboutissant à discréditer le parti ; jamais plus d'actions aventuristes qui laissent l'organisation isolée ; jamais plus de caporalisme aveugle et de népotisme systématique dans le parti. « Puisque l'U.R.S.S. est désormais incapable de représenter un modèle et d'assurer la cohésion du mouvement international, nous règlerons nous-mêmes nos affaires. » Tel semble avoir été le raisonnement de la génération des cadres d'après-guerre. Tous avaient été de parfaits staliniens et conservèrent l'empreinte de leur formation — y compris le ferme désir de ne pas retomber dans un certain nombre d'ornières (27).

1956 : Première vérité des faits

En apparence, le XXe congrès du P.C.U.S. a provoqué peu de remous dans le Parti communiste français ; quelques départs, des convulsions

---

(26) Maurice Thorez avait donné l'exemple en acceptant de laisser dormir dans les tiroirs la ligne politique réformiste-nationale qu'impliquaient les thèmes généraux de son interview au *Time* (cf. note 12). Lors d'un récent colloque organisé par l'Institut Maurice-Thorez, Germaine Willard a reconnu que les positions de l'ancien secrétaire général avaient été mises « sous le boisseau » pendant plus de dix ans (cf. *Le Monde* - 16-17 Novembre 1975).

(27) Il est à peine utile de préciser que cette réaction, chez les responsables de l'appareil, n'aboutit pas à une remise en cause sérieuse du « phénomène stalinien » mais à une simple volonté d'accommoder le fonctionnement du parti. Toutefois, on ne peut comprendre les phases successives de la carrière d'hommes comme Marchais ou Kanapa sans tenir compte de la nature *contradictoire* des influences laissées sur eux par les années staliniennes.

dans les milieux intellectuels, l'apparition d'un esprit critique à différents niveaux de l'organisation. En fait, *les deux années qui séparent les événements d'Europe de l'Est de l'avènement du gaullisme marquent le début d'une mutation décisive du P.C.F.*

Le fait majeur est, bien entendu, l'éclatement de la crise du système stalinien qui entre dans un processus de désagrégation, sans cesse plus accentué jusqu'à nos jours. On a souligné déjà que cet ébranlement de l'univers bureaucratique ne pouvait qu'inciter les communistes français à se tourner vers la réalité nationale pour tenter de consolider les liens du parti avec les masses. Cette tendance ne se fit pas jour immédiatement : les Thorez et les Duclos, pensant que la victoire de Khrouchtchev était éphémère, soutinrent les conservateurs d'Union soviétique ; ils espéraient ainsi éviter un retour sur le passé, dangereux pour eux. Mais, finalement, ils renoncèrent à cette tentative sans espoir (28) et se tournèrent vers les perspectives d'un « socialisme à la française » dont l'avènement de Waldeck Rochet au secrétariat général (1964) symbolisa la réalité nouvelle.

La dénonciation du stalinisme eut d'autres conséquences, moins spectaculaires mais aussi profondes. Les crises de Pologne et de Hongrie eurent peu d'effet immédiat sur le mouvement ouvrier français. Mais elles laissèrent des traces profondes. Beaucoup de travailleurs, sans cesser de considérer le P.C.F. comme représentant de la classe ouvrière, perdirent beaucoup de leur confiance dans les perspectives d'avenir qu'il proposait. L'assombrissement de l'image de l'Union soviétique faisait perdre de sa crédibilité au parti qui l'avait magnifiée et mettait en lumière ses insuffisances et son bureaucratisme. On ne peut parler à ce propos d'un « anticommunisme de masse », comme certains l'ont fait à propos du Portugal. Mais une *distance* se creusa entre le Parti communiste et l'ensemble des travailleurs (29).

L'écart fut d'autant plus grand qu'il avait aussi des causes purement nationales. Les grands espoirs de la Libération avaient été trahis et nombre de travailleurs identifiaient leur déception avec le Parti communiste, même s'ils ne pouvaient énoncer une critique politique de son orientation. On le vit bien, en 1958, lorsque la classe ouvrière laissa passer de Gaulle sans

---

(28) Dans son *Maurice Thorez,* Philippe Robrieux explique clairement les grandes manœuvres auxquelles se livrèrent alors les dirigeants du P.C.F., avant de négocier leur ralliement au camp anti-chinois en 1960. Il faut se rapporter à son livre aussi pour comprendre la signification de l'affaire Servin-Casanova dans ce contexte.

(29) L'organisation du parti se ressentit de cet éloignement relatif. Il devint plus difficile de faire vivre les cellules qui avaient beaucoup de mal à assurer l'ensemble des tâches qui leur incombaient (vente des journaux, animation des divers comités de masse, etc.). Les sections, dont le nombre fut multiplié alors que le chiffre des effectifs baissait ou stagnait, devinrent le cadre d'application de la politique du Parti. Les fêtes populaires jouèrent un rôle de plus en plus important pour la liaison avec les sympathisants. Ce recul de fait par rapport aux principes d'organisation traditionnels accentua encore la distance entre le Parti et la population. Il eut notamment pour conséquence de créer un certain nombre de forces d'inertie qui s'opposent à l'application rapide et correcte de la politique décidée centralement.

répondre aux appels à la lutte du P.C.F. et de la C.G.T. Et les élections du gaullisme marquèrent la perte *définitive* d'une partie de l'électorat communiste.

Le Parti, fortement isolé, se voyait ainsi menacé dans ce qui faisait sa force : l'hégémonie sur les classes populaires. En même temps, la transformation de l'Etat créait des conditions nouvelles pour l'action politique : l'instauration d'un système présidentialiste coupait toute perspective à l'intervention purement parlementaire ; il n'était plus question d'arriver au gouvernement au gré d'une crise ministérielle, plus ou moins appuyée de mouvements dans le pays. *Une stratégie adaptée aux structures nouvelles devenait indispensable.*

Il n'était guère facile pour l'équipe dirigeante d'y parvenir. Pendant plus de dix ans, le P.C.F. ne fit que se rapprocher en tâtonnant d'une orientation claire. Il se prononçait nettement pour l'unité d'action avec les socialistes mais n'avait aucun moyen de faire prévaloir ses vues. Il proclamait, à partir des années soixante, sa réprobation du stalinisme et son indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. mais ne pouvait démontrer ni l'une, ni l'autre, de façon convaincante. Les incertitudes de son expression publique renforcèrent les conséquences de la défaite et du recul qu'avait signifiés pour lui la naissance de la Ve République. Les responsables du P.C.F. ne purent empêcher deux phénomènes qui furent les premiers symptômes tangibles *d'une recomposition du mouvement ouvrier :* l'apparition d'une avant-garde politique nouvelle, faible en nombre, limitée essentiellement aux milieux étudiants et jeunes mais qui fut capable, à travers la guerre d'Algérie, la politisation de l'U.N.E.F., la crise de l'U.E.C., la solidarité au Vietnam, de battre en brèche publiquement la politique du Parti. En second lieu, le courant socialiste connut une renaissance hors de la vieille S.F.I.O. et trouva même, grâce à la création de la C.F.D.T., une liaison avec le mouvement syndical. Le Parti communiste voyait poindre des menaces aux deux extrêmités de sa zone d'influence : du côté des masses, y compris ouvrières ; du côté des militants les plus politisés.

1968 ou le premier débordement

Le processus qu'avait amorcé la décennie ouverte par le vingtième congrès et le gaullisme pouvait aboutir à un irrésistible déclin du Parti communiste français. Les dirigeants se devaient de réagir. Mais il fallut deux événements majeurs pour qu'ils puissent surmonter les obstacles nés de leur propre passé. Ce furent la grève générale de 1968 et l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Il n'est pas nécessaire de rappeler quel fut le comportement bureaucratique, contre-révolutionnaire du P.C.F. de mai à juin 1968. Soulignons toutefois que l'ampleur de l'infamie de Marchais et consorts a éclipsé, aux yeux de bien des révolutionnaires, la violence du choc que reçut alors le Parti. Ce dernier vit apparaître sur sa gauche une force qui avait un

impact sur les masses. Et, qui plus est, il se trouva, à de très nombreuses reprises, en porte à faux vis-à-vis des revendications des travailleurs (que l'on se rappelle, entre autres, le rejet de la première version des accords de Grenelle par les ouvriers de Renault, malgré la présence de Frachon). Privé de toute possibilité d'agir dans la société politique, il enregistra, de surcroît, un sévère revers électoral. C'était une impasse, dont il fallait sortir au plus vite. Et les demi-mesures ne suffisaient plus. Il fallait faire un bond qualitatif vers une politique crédible.

L'agression contre Prague devenait, dans ces conditions, un obstacle insurmontable. L'approuver signifiait que toutes les attaques contre le stalinisme du P.C.F. étaient fondées. Comment, dès lors, rendre crédible toute ligne de masse, tout combat démocratique ? Le Comité central condamna l'occupation de la Tchécoslovaquie. En termes modérés. Et, très vite, il accepta *de facto* la normalisation imposée par la bureaucratie soviétique. Tout cela en dit long sur le caractère principiel de la démarche des communistes français. Mais il faut savoir aussi interpréter les actes politiques en fonction du rapport des forces qui les a déterminés. De ce point de vue, la prise de position du P.C.F. a une portée qui dépasse la mesquinerie odieuse de ses formulations : *pour la première fois, le parti qui passait pour le plus stalinien d'Europe occidentale, s'oppose par la voix de son organe dirigeant, à un acte essentiel de la politique internationale de l'U.R.S.S.* (30). Il desserre un des freins principaux qui ralentissait son élaboration d'une politique inspirée d'abord par les impératifs de la situation nationale.

Et, dès les 5 et 6 décembre 1968, le Comité central adopte le *Manifeste pour une démocratie avancée, pour une France socialiste,* connu sous le nom de *Manifeste de Champigny,* lieu de la réunion du C.C. Il s'agit d'un des textes de base du parti qui s'y réfère encore couramment (31) : « Il constitue une mise à jour des idées essentielles du XVIIIe Congrès de notre Parti (4-8 janvier 1967), compte tenu des événements qui se sont déroulés depuis dans notre pays. Les plus importants de ces événements ont été les puissantes luttes ouvrières et universitaires de mai-juin 1968... Notre Parti s'est donc efforcé, sur la base de l'action des masses populaires, d'assimiler pleinement, sur le plan théorique et politique, l'expérience de ces luttes et de poser hardiment les problèmes qui en découlent » (32). De ce manifeste, il est possible de faire au moins deux lectures :

---

(30) Au cours des années précédentes, des critiques avaient été formulées contre certains aspects de la réalité soviétique. Toutes avaient en commun de porter sur des faits importants mais secondaires (publication d'une brochure antisémite en Ukraine, poursuites contre Daniel et Siniavski). Et elles étaient formulées, soit dans des entrefilets anonymes de *l'Humanité,* soit par l'intermédiaire d'Aragon auquel la licence poétique a toujours conféré une totale irresponsabilité politique aux yeux des dirigeants communistes. En 1968, avec la résolution du Comité Central, un seuil est franchi.

(31) Cf. l'intervention de Jean Kanapa, au nom de la commission de rédaction de la résolution du vingt-deuxième congrès, lors du Comité Central des 5 et 6 novembre 1975.

(32) Waldeck Rochet — Préface au Manifeste de Champigny (Paris — Ed. Sociales 1969), p. 5-6.

l'une destinée à répertorier les propositions politiques précises qui y sont énoncées ; l'autre pour mettre en exergue les conceptions générales qui lui sont implicites. C'est par cette démarche, la plus significative sans doute, que nous commencerons.

Première idée : des crises politiques, entraînant de grands bouleversements sociaux, peuvent survenir dans toute l'Europe et il faut s'y préparer par avance. Jusque-là, le P.C.F. admettait, sans trop le clamer, l'idée d'une évolution graduelle de la société vers des solutions « progressistes », le mouvement propre de la classe ouvrière ne jouant qu'un rôle d'accélération du processus. Après Champigny, on se fait à l'idée de ruptures brusques. On cherche à les expliquer sur le plan théorique : la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat », formulée dès 1966 à la conférence internationale de Choisy-le-Roi, devient un facteur essentiel de l'analyse de la « crise générale du capitalisme », dont les signes avant-coureurs sont décelables dès le tournant des années soixante-dix.

Mais cette théorisation n'est évidemment pas neutre. Derrière les discussions abstraites sur la dévalorisation du capital et le rôle du financement public pointe une idée-force : ce sont les monopoles — « une poignée » d'entreprises milliardaires — et les monopoles seuls qui ont fait main basse sur l'Etat. En les nationalisant, on peut donc rétablir une situation saine, « démocratique ». Autrement dit, l'idée de crise est vidée de son contenu révolutionnaire ; il s'agit, en quelque sorte, d'une crise des superstructures qui n'ouvre pas de voie immédiate vers le socialisme mais appelle des réformes hardies.

Au niveau international, cet effort de désamorçage des contradictions les plus explosives se poursuit. La référence stratégique demeure la coexistence pacifique. En 1969, les communistes français ne sont déjà pas sur la même longueur d'onde que les Soviétiques qui ne songent qu'à défendre leur système étatique. Mais, à Paris, on refuse, cependant, de considérer que la situation mondiale est déterminée d'abord par les luttes des masses. On raisonne en termes de rapports de forces matériels, entre Etats. On croit sincèrement à la compétition entre les systèmes : ce n'est pas une victoire révolutionnaire dans un pays qui déterminera une modification décisive du rapport des forces, c'est bien plutôt la détérioration continue de la situation économique des pays capitalistes — détérioration que l'existence d'un camp socialiste vigoureux contribue à accélérer.

Si les objectifs généraux qu'impliquent de telles conceptions sont évidents, les tactiques qui en découlent doivent être adaptées aux conjonctures. De ce point de vue, il faut tirer la leçon principale de 1968 : le P.C.F. a été presque paralysé *parce qu'il n'avait pas de perspective politique centrale à proposer* (33). A l'avenir, il doit avoir préparé le terrain longtemps

---

(33) Le « gouvernement au service du peuple » qu'il réclamait en mai-juin n'avait qu'une portée propagandiste. On l'a bien vu lorsqu'il s'est agi de faire vivre des comités qui luttaient pour ce mot d'ordre !

avant toute crise éventuelle, sous peine d'être débordé. D'où la nécessité de l'union de la gauche, puisqu'on ne peut songer à aller seul à la conquête du pouvoir. D'où la nécessité d'un programme qui énumère un certain nombre de tâches contraignantes pour les partenaires, afin d'éviter que se renouvellent les expériences négatives de 1936 et de la Libération, qui avaient vu les socialistes faire bon marché de leurs promesses électorales, faute d'accords précis préalables. Le programme commun est à la fois un moyen de satisfaire aux exigences des masses qui veulent des objectifs clairs avant de s'engager dans la lutte et une arme contre les trahisons éventuelles des alliés.

Ainsi doté d'une réponse d'avenir, le P.C.F. peut se permettre de ne pas être à contre-courant de tous les mouvements importants qui naîtront, même lorsqu'il n'aura pas été à l'initiative de leur déclenchement. En 1968, cette attitude lui était interdite car, n'ayant pas d'objectif à court terme à proposer, il risquait de voir ses propres forces emportées par le courant des mobilisations populaires s'il les laissait y pénétrer. Après Champigny, il peut mener la lutte *à l'intérieur* des mouvements, en jouant de son audience de masse et du « réalisme » immédiat de ses propositions (34).

répondre sur le plan politique mais il ne cherche pas moins à l'empêcher de se cristalliser. Et il use de tous les moyens, violence comprise, pour l'éliminer quand elle est encore faible, quitte à composer avec elle si elle devient une force qui s'impose.

Pour mener à bien cette politique, il faut modifier la façade du Parti. Celui-ci doit faire la démonstration qu'il est déstalinisé. L'accent doit donc être mis sur l'indépendance à l'égard des pays de l'Est, sur l'attachement aux libertés. Mais on ne peut vivre en contradiction permanente entre ce que l'on crie à l'extérieur et ce que l'on vit entre quatre murs. Le dégel doit affecter aussi la vie intérieure du parti. Il n'est plus question, en particulier, d'imposer une ligne de recherche aux intellectuels, encore moins d'empêcher leurs débats (35). En agissant ainsi, on peut d'ailleurs gagner dans les milieux intellectuels des sympathies qui doivent peu à la politique mais n'en sont pas moins précieuses pour toute pratique réformiste dans un pays tel que la France. Tout cet *aggiornamento* doit avoir des conséquences sur le mode de fonctionnement de l'organisation. Des organismes de direction capables de réfléchir, des militants autorisés à formuler des critiques sont mieux armés pour traverser une période de lutte que des cohortes de simples exécutants. Sur le tard, les dirigeants du P.C.F. découvrent que la démocratie, limitée à la participation, est un mode de gouvernement efficace.

---

(34) Tout cela ne signifie pas que le P.C.F. ne craint pas la naissance d'une extrême-gauche enracinée dans le mouvement ouvrier. Il s'est donné les moyens de lui

(35) Rien de plus intéressant, à cet égard, que l'évolution de la revue *la Nouvelle Critique*. Créée en pleine période jdanovienne pour mener la « bataille de la culture », elle fut jusqu'en 1958 environ, l'organe du dogmatisme borné. Elle passa ensuite au stade de la platitude bêtifiante. Depuis quelques années, elle a pris la forme d'une publication moderne, luxueusement présentée, ouverte à tous les courants, dès lors qu'ils ont quelqu'importance à l'Université.

Tel est, exposé à grands traits, le cadre idéologique dans lequel il faut insérer le *Manifeste de Champigny*. Quant à ses propositions précises, telles qu'on peut les dégager de la répétitive grisaille du vocabulaire national-stalinien, elles s'articulent autour de trois axes : l'union de la gauche autour d'un programme de démocratie avancée ; la nationalisation des monopoles ; le rôle dirigeant de la classe ouvrière, qu'exprime politiquement le Parti communiste « grand parti révolutionnaire de notre temps ». Il s'agit là de principes intangibles, quelles que soient les circonstances, car ils reflètent l'essence même des conceptions que les dirigeants communistes se font de l'avenir et de la place qui leur reviendra.

Mais sur cette base solide, la place est laissée aux interprétations conjoncturelles. Il est facile de s'en rendre compte en passant en revue quelques domaines stratégiques importants : le document les englobe dans un réseau de formulations imprécises qui permettent les interprétations les plus diverses. Ainsi le problème des *alliances :* les stratèges de Champigny affirment que l'union de la gauche doit tendre à devenir une *union « des plus* larges couches populaires ». Quelles sont exactement ces couches ? Jusqu'où peuvent aller les alliances ? Qui exercera la direction effective du rassemblement : autant de questions qui ne reçoivent aucune réponse précise. Parle-t-on du *socialisme* (et à Champigny, on en parle beaucou), on dit qu'il est possible mais qu'il doit être précédé d'une étape de démocratie avancée, laquelle n'est pourtant séparée du socialisme par aucune muraille de Chine. Cette remarquable clarté permet d'éloigner ou de rapprocher la perspective socialiste selon les nécessités du moment. Quant aux *voies de passage,* elles ne sont pas moins larges. Le P.C.F. se prononce pour la voie pacifique, sans exclure que la violence puisse être indispensable si la réaction prend l'offensive. Il ne croit pas à la voie purement parlementaire car la lutte des masses est déterminante. Mais il ne dit rien sur les formes que doit prendre cette lutte, ni sur l'équilibre qui doit s'établir entre lutte de masse et action électorale (36).

Bref, le Parti communiste français ouvre toutes les portes pour mieux voir d'où le vent vient et adapter son discours en conséquence. C'est une attitude lamentable que condamnent tous les révolutionnaires. Toutefois, sachons voir aussi que cette cynique volonté d'adaptation n'est pas totalement dépourvue d'efficacité. Fixer des objectifs à court terme (union de la gauche) a un pouvoir d'attraction certain sur la moyenne des travailleurs. Manier les grands principes (socialisme) satisfait les plus combatifs. User de formules vagues permet de prendre en compte les rapports de forces. En définitive, une politique réformiste (et donc bourgeoise parce que déterminée par le cadre politique de la classe dominante) peut-elle viser autre chose ?

---

(36) Ce ne sont pas là les seules carences de ce Manifeste dont il faudrait souligner la méthode totalement a-marxiste, qui ignore les analyses concrètes de la société de classe et évacue le problème de la structuration de l'appareil d'Etat. Mais il s'agissait surtout de mettre en lumière l'absence de rigueur contraignante des définitions du P.C.F.

En tout état de cause, le P.C.F. n'a pas eu à se plaindre d'avoir chaussé les bottes de Champigny. Elles lui ont permis de parcourir l'après-mai à vive allure. En juin 1972, quatre ans après avoir frôlé le gouffre, Marchais paraphait le Programme commun au nom de son parti. Le gauchisme semblait condamné par ce succès, application directe des principes contenus dans le Manifeste pour une démocratie avancée. La gauche en était requinquée et, *par là même,* les communistes avaient le vent en poupe.

Un parti réformiste

A ce stade, il faut marquer une pause dans la revue de l'évolution du P.C.F. Au moment où, selon les termes de la grande presse, il « sort du ghetto » et devient une force politique capable d'influer *immédiatement* sur la vie politique officielle du pays, comment peut-il être caractérisé ? Les définitions habituelles, quasi-traditionnelles, qui mettent l'accent sur sa subordination à l'Union soviétique conservent-elles leur valeur ? Le Parti communiste français est-il encore un parti stalinien, au sens plein de ce terme ?

Il va de soi qu'on ne peut donner à ces questions une réponse simpliste puisque la définition que l'on choisira doit rendre compte d'une réalité en mouvement, donc contradictoire, tout en précisant du mieux possible à quel stade est parvenu le développement en cours (37). La qualification la plus efficace semble être, en ce qui concerne le Parti communiste français, *parti réformiste d'origine stalinienne.* Précisons-en les implications. Parti réformiste, le P.C.F. a comme objectif premier une politique d'aménagement de l'Etat bourgeois. Son appartenance au système stalinien international laisse des traces profondes sur sa stratégie et son idéologie mais la *soumission à la politique extérieure de l'Union soviétique n'est plus la déterminante principale de son orientation.* Et c'est le relâchement de ces liens d'allégeance qui donne un caractère définitif au réformisme du parti. Seuls, en effet, dans le passé les impératifs de la diplomatie de Moscou entravaient l'évolution réformiste des partis communistes qui

---

(37) Certains se satisfont de qualifier le P.C.F. « parti ouvrier bourgeois ». Que le P.C.F. soit, de même que les partis sociaux-démocrates, une organisation qui répande à l'intérieur de la classe ouvrière l'idéologie de la classe dominante, qui fasse obstacle au développement révolutionnaire des luttes et, par là même, contribue à préserver les intérêts de la bourgeoisie, cela est un fait acquis, depuis 1934 au moins. Mais, du point de vue pratique, il est indispensable d'aller plus loin dans l'analyse concrète. Dès lors l'élément décisif devient non pas l'intégration du parti à la société de classe mais *la forme* de cette intégration : quelle est la nature des liens qui se sont noués, jusqu'à quel point sont-il contraignants, etc... ? A ce niveau, où se manifestent les *différences* entre partis sociaux-démocrates et partis staliniens aussi bien qu'entre les partis communistes des diverses nations, le qualificatif « parti ouvrier bourgeois » est trop général pour être opérant.

pouvaient être appelés éventuellement à des actions dures (comme ce fut le cas par exemple lors du pacte germano-soviétique, en 1939).

Le Parti communiste français ne serait donc plus stalinien ? Pareille affirmation ne peut manquer de choquer de nombreux militants, en particulier dans le mouvement trotskyste. Il est donc nécessaire de s'entendre sur les termes. Considéré d'un point de vue historique global, le stalinisme apparaît, de prime abord, comme une idéologie et une pratique contre-révolutionnaires, aux conséquences catastrophiques pour le mouvement ouvrier. Mais ce serait faire bien peu de cas de l'analyse marxiste que de ne pas rechercher les origines économiques et sociales de cette idéologie et de cette pratique. C'est la consolidation d'une bureaucratie exploiteuse en Union soviétique qui est le facteur essentiel du « phénomène stalinien ». Cette couche sociale a mis en place un réseau de rapports organiques avec les Etats dits socialistes qui dépendent d'elles et aussi avec les partis communistes des pays capitalistes, au sein desquels elle a favorisé la naissance de bureaucraties d'un type particulier (38). *La participation à ce système socio-politique, avec la reconnaissance du rôle dirigeant absolu de l'U.R.S.S., est le critère fondamental dont il faut user pour déterminer la nature stalinienne d'un parti. L'idéologie qui justifiait ce système est un critère essentiel mais secondaire, au sens propre de ce terme.*

Le système stalinien ne pouvait se donner les apparences de la cohérence qu'à un certain nombre de conditions. Il fallait que l'Union soviétique apparaisse, en dépit de toutes les réserves, comme un appui irremplaçable pour le développement des luttes de classes dans le monde. Ce fut le cas, aux yeux de millions de travailleurs, pendant toutes les années trente et quarante et, à un moindre degré, au temps de la guerre froide. Depuis lors, la montée de la vague révolutionnaire inaugurée par la victoire de la Chine a bouleversé les données du problème. Le XXe congrès du P.C. d'Union soviétique, les révoltes de Hongrie et de Pologne, puis la rupture de la Chine ont réduit les bases objectives de la prétention soviétique à l'hégémonie sur le mouvement communiste. Et cela dans un contexte où le renouveau des luttes de classes modifie les rapports de forces internationaux, fait apparaître des possibilités révolutionnaires qui rendent moins nécessaires l'intervention d'un Etat guide, multiplie les foyers de subversion et exerce, en conséquence, d'énormes pressions sur toutes les organisations existantes, quelque bureaucratiques qu'elles soient. Comme on l'a vu à propos des difficultés de réunion d'une conférence des partis communistes de toute l'Europe, *le polycentrisme* que Togliatti évoquait, en 1956, à titre de perspective *s'installe dans les faits.*

On a vu également que le Parti communiste français avait pris ses distances avec l'Union soviétique, en engageant une bataille d'orien-

---

(38) Voir à ce propos l'article d'Henri Weber, « Les partis staliniens et leur devenir », dans le numéro 3 de *Critique communiste.*

tation (39). Car. on ne le répétera jamais assez, ce ne sont plus des questions de détail qui occupent les lignes du téléphone rose qui relie le Kremlin à la place du Colonel-Fabien. Le problème débattu est celui de savoir ce qui est prioritaire, de la diplomatie soviétique ou de la volonté du P.C.F. d'arriver au gouvernement « le plus tôt possible ». Marchais et son équipe ont nettement tranché : c'est le rythme propre de leur lutte en France qui déterminera leur choix. Qui plus est, s'ils se fixent une perspective à court terme, c'est celle d'une unité d'action des partis communistes *à l'échelle de l'Europe occidentale.* Les péripéties de la préparation de la conférence des P.C. de *toute l'Europe,* pays socialistes compris, a fait oublier qu'une conférence des P.C. d'Occident s'est tenue à Bruxelles, en février 1974. Elle a adopté une résolution qui appelle à *« opposer à l'Europe des monopoles l'alternative d'une Europe des travailleurs...* défendre le droit de nos peuples au *libre choix* de leur avenir, donner *une contribution spécifique* au combat universel pour le progrès social et humain, pour le socialisme... Pour accomplir cette tâche, c'est avec toutes les forces de progrès, de démocratie et de paix que les communistes entendent lutter ». Ce n'est pas un hasard si, lors de la récente entrevue entre Marchais et Berlinguer, cette perspective a été réaffirmée (40).

La seule conclusion que l'on puisse tirer de cette divergence de lignes est que le poids de la société française et les nécessités politiques qui en découlent pèsent sur le P.C.F. d'un poids plus lourd que les exigences de l'U.R.S.S. C'est-à-dire que le rapport traditionnel qui permettait de qualifier les partis communistes « partis ouvriers staliniens », à savoir la prédominance des objectifs de la direction de Moscou sur les impératifs des luttes en France, est aujourd'hui *inversé. Un seuil a été franchi* à partir duquel le P.C.F. s'est engagé dans *un processus de différenciation*

---

(39) Cf. supra, p. 8-10. Il faut ajouter au dossier de cette bataille, la déclaration publiée par le Bureau Politique dans *l'Humanité* du 13 Octobre 1975, au moment où Giscard part pour Moscou. Il vaut la peine d'en citer quelques extraits : le B.P. rappelle d'abord que, lors d'un précédent voyage, Chirac s'était vanté qu'il dirait deux mots à Brejnev de l'attitude du P.C.F. « Il avait ensuite confirmé avoir effectué cette démarche *sans que tous ses propos soient l'objet d'aucune réprobation publique du côté soviétique.* Cette manœuvre de politique intérieure réalisée *à partir d'une capitale étrangère* illustre la volonté des dirigeants français d'utiliser la détente et la coexistence pacifique pour tenter de consolider le pouvoir du grand capital dans le pays... le Parti communiste français *ne saurait en aucun cas considérer la coexistence pacifique comme le maintien du statu-quo social et politique.* Il ne saurait en aucun cas abandonner ou même affaiblir sa lutte pour substituer *le plus tôt possible* au pouvoir actuel de la grande bourgeoisie un gouvernement d'union démocratique mettant en œuvre la politique nouvelle définie par le Programme Commun de la gauche... Le Parti communiste français... définit lui-même sa politique en toute indépendance ». Les passages soulignés le sont par moi et peuvent tenir lieu de commentaire à cette diatribe qui dénote, pour le moins, une certaine inquiétude quant à ce qui pouvait éventuellement se tramer entre Giscard et Brejnev.

(40) Dans *l'Humanité* du 1er Mars 1974, Jacques Denis, citant un journal français, disait de la conférence : « C'est plus qu'un événement, c'est presque un « sommet » historique ».

d'avec l'U.R.S.S. qui porte atteinte à son caractère stalinien, autrement dit à son caractère de parti inféodé.

Différenciation ne signifie pas mutation. Le P.C.F. conserve nombre des traits constitutifs de son passé et cela influe sur sa pratique actuelle. Mais toutes les caractéristiques anciennes, qui constituent autant d'obstacles à une évolution rapide, prennent une forme nouvelle, adaptée à ce qui désormais, détermine prioritairement sa politique — la société française. Il est d'autres cas similaires : en Espagne, en Italie, dans presque toute l'Europe occidentale (41) les partis communistes, à des degrés divers, suivent la même voie. Et, dans le passé, nous avons eu le cas de partis indéniablement staliniens — ceux de Yougoslavie, de Chine, du Vietnam — qui, face à une situation révolutionnaire, ont choisi la lutte de masse pour le pouvoir, sans pour autant devenir marxistes révolutionnaires. Au contraire, ils ont conservé des traits idéologiques et une conception générale bureaucratique qui influe sur leur pratique. Leur politique devient alors la résultante de ces reliquats du passé et des conditions nationales dont le poids spécifique est le plus lourd ; on aboutit ainsi à des lignes pour le moins très différentes.

L'objection qui vient immédiatement à l'esprit est que les partis en question ont pris leurs distances *sur la gauche,* alors que les P.C. européens sont profondément réformistes. Mais cette différence fondamentale, qui s'explique à la fois par l'histoire différente des organisations et par les situations de classe différentes dans lesquelles elles se trouvaient, ne diminue pas la réalité de l'écart qui se crée entre Moscou et, par exemple, le Parti communiste français. Celui-ci a vu s'effilocher le mouvement communiste international en une période de prospérité capitaliste, à un moment où les luttes ouvrières dans le pays étaient au plus bas. Les pressions objectives qu'il a subies alors — dans les années soixante — allaient dans le sens d'une adaptation progressive à la société bourgeoise. Le renouveau de la combativité prolétarienne après 1968 ne fut pas assez fort pour stopper un cours vers le réformisme, amorcé depuis de longues années — et profondément ancré dans la réalité même du Parti communiste. Mais il imposa au P.C.F. d'ajuster sa politique aux conditions nouvelles de la lutte. Cela ne pouvait qu'accentuer les divergences entre lui et l'Etat-parti soviétique qui, pour sa part, ne se soucie nullement des combats ouvriers (42).

---

(41) Une étude sérieuse montrerait sans doute que seuls les partis du Danemark, d'Allemagne occidentale peut-être conservent, à peu près intacte, leur fidélité à l'Union Soviétique.

(42) Michel Lequenne cite, dans ce numéro de *Critique communiste,* une confidence de Marty sur le peu de cas que Staline faisait du prolétariat révolutionnaire. Ses héritiers ne sont pas en reste sur lui. Dans *S'ils me tuent,* Jiri Pelikan rapporte une réponse de Gomulka à Dubcek, lors d'une réunion à Dresde en 1968 : « Mais enfin, de quoi parlez-vous, camarade Dubcek ? Une révolution socialiste dans les pays occidentaux ne nous intéresse pas ! La situation en Europe est « gelée » au moins pour cinquante ans. Ce qui, en revanche, nous intéresse, c'est de conserver ce que nous avons, donc de protéger nos frontières avec le monde capitaliste et nous ne pouvons par conséquent nous permettre aucune expérience. Nous avons vu en Pologne où cela nous mène. L'essentiel est de bien garder les choses en main » (p. 189).

La différenciation entre le P.C.F. et l'U.R.S.S. est en cours. Elle s'effectue à un rythme lent parce qu'elle s'effectue *sur la droite :* la symbiose avec le capitalisme n'exige pas de rupture brutale. Et le Parti communiste français a par ailleurs besoin de l'appui soviétique. Les perspectives réformistes au niveau de la France et de l'Europe exigent, au niveau mondial, le maintien d'une coexistence pacifique dont l'U.R.S.S. est la garante. L'alliance avec Moscou fait, d'autre part, la spécificité politique du P.C.F. par rapport au Parti socialiste français. Elle est un inconvénient certain chaque fois que naissent des scandales bureaucratiques, tels l'affaire Plioutch. Elle est une force dans la perspective de l'instauration d'un gouvernement de la gauche car ce sera un argument en faveur des communistes que d'être les mieux placés pour obtenir des avantages et des appuis des pays de l'Est. De plus, une cassure avec l'Union soviétique poserait énormément de problèmes à la base du parti où beaucoup de militants se demanderaient, pour s'en désoler ou s'en réjouir, quelles frontières séparent désormais le P.C.F. de la social-démocratie

Tout cela va dans le sens du maintien *d'une alliance conflictuelle* entre l'U.R.S.S. et le P.C.F., alliance entrecoupée de crises et de rapprochements. Seule une période révolutionnaire, soumettant tous les appareils à de fortes pressions qui les amèneraient à des choix de survie, pourrait *éventuellement* amener une rupture. Mais, au cas même où cette hypothèse extrême ne se réaliserait pas, l'essentiel demeure que le Parti communiste français détermine ses objectifs en fonction de sa propre optique nationale.

Les traces du stalinisme

Le choix du cadre national équivaut au choix définitif du réformisme. Le poids des origines staliniennes ne s'estompe pourtant pas totalement. Il pèse surtout sur l'idéologie des cadres, cet élément moteur du parti. Il n'y a là aucun hasard car les cadres, l'appareil (au sens socio-politique et non seulement technique du terme) constituent une bureaucratie ouvrière d'un type spécial née dans le système stalinien et dont la cohésion interne a été assurée par l'ensemble de principes et de notions élaborés par la bureaucratie soviétique.

Sans chercher à faire le point détaillé sur la question, on peut indiquer que certaines idées-force du stalinisme ont pu être conservées sans mal dans une perspective nationale-réformiste : il en est ainsi, par exemple, du concept clé de « *révolution par étapes* » (une phase démocratique plus ou moins longue doit nécessairement précéder le passage au socialisme) ; on pourrait mentionner aussi l'idée *d'indépendance nationale* qui justifie tous les accommodements avec la classe dominante. Dans d'autres domaines, il a fallu changer pour rendre crédible la volonté d'unité de la gauche : la dictature du prolétariat cesse d'être une référence et, en dépit des positions de certains intellectuels, la confusion la plus grande est répandue dans les déclarations officielles sur la nature de classe de l'Etat.

Mais il est deux rocs que rien ne semble devoir ébranler dans les assises idéologiques du P.C.F. L'un est la référence au marxisme comme doctrine globale. L'autre est l'insistance mise sur le caractère d'avant-garde et la nature prolétarienne du parti (43). On pourrait brocarder le marxisme très spécial de Marchais et de ses disciples. Là n'est pas le problème. Le besoin d'une théorie d'ensemble dont chaque élément est indispensable à la totalité, sans que rien ne soit laissé à l'indétermination de la recherche et du débat, révèle un désir de se *distinguer* par rapport aux autres courants. La référence au rôle dirigeant du prolétariat apparaît comme *la justification,* par rapport à l'histoire, de toute politique du P.C.F. (puisque celui-ci est en majorité composé d'ouvriers et qu'il a une théorie scientifique, il est l'expression de la nature fondamentalement révolutionnaire du prolétariat). Quant au caractère d'avant-garde, exprimé par le centralisme démocratique, il vise à assurer *la cohésion* formelle du parti.

Dans le cadre du Parti communiste français, toutes ces notions qui, dans la perspective léniniste renvoient à un rapport vivant de l'organisation avec les masses, ont perdu toute signification révolutionnaire. Elles sont ravalées au rang de trucs qui ont fait leur preuve dans le passé, en permettant aux communistes de devenir la première force du mouvement ouvrier. Elles révèlent surtout le réflexe de conservatisme d'une bureaucratie qui, face à tout changement — en soi menaçant — défend à tout prix son organisation spécifique. Et, en définitive, cette réaction organisationnelle permet de définir plus précisément encore la nature du P.C.F. Ce dernier, totalement dépourvu de principes, incarne un réformisme aussi extrême que la social-démocratie de Mitterrand. *Mais ses projets de changements ne peuvent se réaliser que par l'intermédiaire de l'organisation.* Il se différencie ainsi des socialistes : pour ceux-ci, l'investissement des « centres de décision » de l'appareil d'Etat a la priorité sur le développement du parti. Un courant comme le P.S.U., pour ne pas parler de la plupart des groupes révolutionnaires, veut l'auto-organisation des masses. Le P.C.F. rejette cette conception en critiquant ouvertement l'autogestion, notion pour lui inacceptable car elle fait perdre à l'appareil sa prééminence dans les décisions politiques.

L'origine stalinienne, on le voit, joue un rôle important dans la détermination du statut du Parti communiste français. Elle est plus qu'un reliquat du passé ; elle est un élément politique actuel qui, s'il n'est pas déterminant de la stratégie de l'organisation, marque du moins sa tactique.

---

(43) « Notre Parti... est le seul qui fonde sa pratique révolutionnaire sur une théorie révolutionnaire, une théorie scientifique... Son action est fondée sur la classe ouvrière... La conception d'organisation du Parti d'avant-garde de la classe ouvrière est donc une question de principe et non de circonstance... C'est à cette nécessité que répond *le centralisme démocratique,* principe intangible de l'organisation de notre Parti ». *Les Principes de la politique du parti communiste français* (Ed. Sociales — 1975 — p. 110-113). Ce volume reproduit le texte des cours servant de base à l'école élémentaire.